

Actualité Juive

N° 1752

2 €

HEBDO

actualitejuive.com

26 septembre 2024 - 23 Eloul 5784



#BringThemHomeNow

HAÏM KORSIA

Grand rabbin de France

ENTRETIEN EXCLUSIF

“Le destin
du peuple juif
est d'être sur
le qui-vive en
permanence”



HEZBOLLAH, LIBAN...

Guerre au nord : vers un embrasement régional ?

pages 10-13

Haïm Korsia répond aux questions d'Actualité Juive et de Radio J

« On doit fondamentalement garder l'espérance »

ENTRETIEN

Temps d'introspection, d'analyse et de projection, la veille de Roch Hachana constitue le moment où nous demandons, de manière rituelle, au grand rabbin de France de se prêter à l'exercice en répondant à toutes nos questions. Un exercice que nous avons mené cette année avec *Radio J*, qui diffusera cet entretien sur son site et sur ses ondes dimanche 6 octobre, à 15h05. Cette année plus que les années précédentes, le regard à porter sur les derniers mois écoulés – une année de guerre en Israël, les répercussions que l'on connaît en France notamment – a rendu l'exercice plus important que jamais. Plus impérieux aussi que jamais. Quel regard porter sur notre propre situation ? Quel soutien apporter à Israël entraîné dans une guerre existentielle ? Sur ces questions, comme sur les autres, Haïm Korsia est apparu tel qu'il est : résolument déterminé. Obstinément optimiste. Il porte un message d'espérance parce que, comme il n'a jamais cessé de le répéter, il ne saurait, pour le peuple juif, en être autrement. ■ **Laëtitia Enriquez**



Actualité Juive Radio J Monsieur le grand rabbin de France, nous vivons en apnée depuis le 7 octobre. Une situation cauchemardesque en Israël avec comme conséquence, partout dans le monde et bien sûr en France, une augmentation vertigineuse des actes antisémites. Avez-vous, vous aussi, le sentiment que depuis près d'un an maintenant, on retient son souffle ?

Haïm Korsia : La logique voudrait que je dise oui mais je vous réponds non. Comme tout le monde, en ce samedi de fête, j'ai été choqué, sidéré, incrédule. Les informations arrivaient au compte-goutte et plus ça avançait, plus ça devenait terrifiant. Mais, à y regarder rétroactivement, cela a clarifié beaucoup de choses. Israël fait face

avec une dignité et une force rarement vues dans le monde. On peut tenter d'analyser froidement et objectivement la situation. Alors qu'un pogrom insoutenable, inimaginable s'est produit, la société israélienne continue à vivre. Je dirais même qu'elle continue à se déchirer sereinement. Elle est donc capable d'affronter les circonstances les plus incroyables avec une capacité de mise à distance de l'horreur pour avancer et se concentrer sur la vie.

La société israélienne est blessée et frappée au cœur, et à travers elle nous sommes tous frappés. Toute civilisation humaniste devrait d'ailleurs l'être aussi. Ce sont les Israéliens qui donnent l'exemple

avec leur force de résilience et leur ressort de vie. Ils nous donnent une leçon de vie à travers notamment ces mouvements de solidarité absolument

“ C'est une leçon pour nous tous de ne jamais abandonner l'espérance ”

exceptionnels que l'on voit se créer sur place.

Hölderlin dit « Là où croît le péril croît aussi ce qui sauve ». N'importe qui d'autre aurait été à terre après le 7 octobre mais le peuple juif continue de scander « Am Israel Hai ». Ce titre d'Eyal Golan est devenu un second hymne israélien comme si Israël voulait se rappeler que pour espérer, il faut d'abord être là, vivant. C'est une leçon morale magistrale, pour nous tous, de ne jamais abandonner l'espoir.

Plusieurs raisons ont été invoquées pour expliquer pourquoi ces massacres n'ont pas pu être empêchés. Les divisions internes du pays auraient détourné Israël des menaces extérieures. Une trop grande confiance dans sa capacité militaire... Quelle est votre lecture à vous ?

H.K. : L'Amérique avait payé un prix terrible le 11 septembre 2001 pour apprendre que l'on ne pouvait pas tout fonder sur le renseignement électronique. Rien ne vaudra jamais sa conjugaison avec le renseignement humain. Il est vrai qu'Israël a construit toute sa défense du Sud sur une muraille électronique bardée de systèmes de détection. Un système qui n'a hélas pas fait merveille dans la détection des tunnels. Il est vrai aussi que le front Sud a été dégagé au profit de la Cisjordanie. La société israélienne, société hyper-démocratique, exigera sans aucun doute une commission d'enquête dans un futur plus ou moins proche. Le pays a sans doute péché par excès de confiance. Israël est, malheureusement, un pays dont le destin est d'être sur le qui-vive en permanence. C'est d'ailleurs également le destin de tous les Juifs à travers le monde. Cela ne signifie pas ne pas vivre mais être en capacité à toujours résister.

Depuis le 7 octobre, un Juif devient-il de facto un ambassadeur d'Israël ?

H.K. : J'ai toujours considéré qu'un Juif, qu'il le veuille ou non, est perçu comme un ambassadeur d'Israël. Je l'ai dit et je le redis là encore : Israël n'a absolument pas à rougir de son action et les précautions qu'il prend pour protéger les populations civiles lui ont déjà coûté 700 soldats. Imagine-t-on un instant ce que cela représente pour un État de cette taille ? C'est incommensurable. Et pourquoi le fait-il ? Parce qu'il envoie ses soldats au contact. Il n'y aurait pas des centaines de morts s'il n'avait pas eu le choix de protéger les civils au prix des soldats. C'est aussi



l'honneur de ce pays de considérer que tous les otages sont ses enfants, quels que soient leurs religions, leurs origines, leurs engagements dans la société israélienne. Et contrairement à ce que prétend la désinformation permanente à laquelle chacun d'entre nous se laisse, malgré tout, intoxiquer par la répétition, ce n'est pas un tapis de bombes qu'Israël envoie. J'ai été aumônier militaire, je sais ce qu'est un travail préparatoire à l'infanterie qui entre sur le terrain : il n'y a plus rien après. Ils ne font pas cela.

Après le 7 octobre, la réaction de solidarité que l'on espérait n'a pas forcément existé...

H.K. : Pardon de vous interrompre mais si, d'une certaine manière. On a perdu des amis mais on en a trouvé et retrouvé bien d'autres. De manière linéaire depuis le 7 octobre, 56% des Français considèrent qu'Israël doit se défendre. Malgré le matraquage et l'instrumentalisation de la souffrance - insupportable aussi - des populations de Gaza. Il n'y a aucune souffrance acceptable mais Israël a le devoir sacré de protéger sa population. Et à ceux qui ont l'outrecuidance de vouloir gommer le 7 octobre et ses horreurs en évoquant uniquement ce qui se passe aujourd'hui, je rappellerais simplement que le 6 octobre, Israël ne bombardait pas Gaza.

Les massacres du 7 octobre ont été un catalyseur de la haine antijuive. Comment expliquez-vous qu'il y ait eu toutes ces violences même avant la riposte israélienne à ce pogrom ?

H.K. : C'est là tout le paradoxe. Alors qu'il y aurait dû y avoir un mouvement de solidarité envers Israël et les Juifs, il

“ Je l'ai dit et je le redis encore : Israël n'a pas à rougir de son action ”

Il y a eu une augmentation exponentielle des actes antisémites. Mais il y a eu aussi et malgré tout des messages et un engagement de beaucoup qui ont fait chaud au cœur. Je ne crois pas que l'on puisse parler d'indifférence quand 56% de la population se dit aux côtés d'Israël.

Mais effectivement, cela a encouragé chez certains un déferlement de haine antisémite. Ils en ont fait un argument électoral sans aucune vergogne. C'est de la façon la plus vile qu'a été utilisée Gaza dans un but communautariste et électoraliste, avec l'utilisation du drapeau palestinien comme seul emblème pour fédérer.

Mais fédérer quoi au juste ? La haine, l'antisémitisme ? Tout cela est indécent, comme l'a rappelé l'ensemble des acteurs responsables de la classe politique.

Nous sommes tous des traumatisés désormais...

H.K. : Le traumatisme vient surtout du fait qu'inconsciemment, nous avons intégré l'idée qu'Israël était un sanctuaire que rien ne pouvait atteindre. Cela vaut pour les Israéliens aussi. En février dernier, lorsque j'ai accompagné les familles des victimes qui venaient assister à la cérémonie d'hommage national aux Invalides - unique cérémonie au monde à avoir été organisée, faut-il le rappeler - le consul général de France m'a confié que depuis le 7 octobre, des gens qui

VENTE EXCEPTIONNELLE

PRIX UNIQUE 99€ / COSTUME
COSTUME 2 PIÈCES

COSTUMES HOMMES ET ENFANTS

DU 2 AU 16 ANS

ENTREPÔT DIRECT DU FABRICANT
SANS CHAATNEZ

JL JEAN-LOUIS SCHERRER

ADULTES: TAILLE 44 AU 72
UNI | FANTAISIE | SMOKING

ENFANTS: COSTUMES
DU 2 AU 16 ANS
CHEMISES 100% COTON À 20€

DIMANCHE 29 SEPTEMBRE DE 9H A 19H NON STOP
DIMANCHE 6 OCTOBRE DE 9H A 19H NON STOP
JEUDI 13 OCTOBRE DE 9H A 19H NON STOP

44 RUE DE BENFLEET 93230 ROMAINVILLE
(à 300m de la sortie A3 Montreuil - Romainville)
INFORMATIONS AU : 06 61 80 26 26

n'avaient plus de passeport français depuis des lustres revenaient en faire un, par prudence. « Ne sait-on jamais », lui ont-ils expliqué.

Jusqu'au 7 octobre, notre inconscient nous disait « Yesh Makom ». Il y a un endroit où rien ne pouvait arriver. Brusquement, le Hamas a brisé cette certitude. Ce traumatisme laissera des traces et je vous laisse imaginer celui des personnes qui habitaient à quelques kilomètres de la frontière avec Gaza et qui, aujourd'hui encore, ne sont pas toutes rentrées chez elles. Tout comme les habitants du Nord. Et ce traumatisme collectif est doublé d'un traumatisme personnel. Personne, étant donné la taille du pays, ne se trouve complètement éloigné d'une victime, de Nova, des kibboutzim ou des soldats qui tombent encore, hélas, jour après jour.

Ici en France, avec l'OSE, nous avons lancé un plan d'action pour que des psychologues aillent dans les écoles juives entendre les enfants et posent des mots sur leurs maux que l'on n'arrive pas toujours à concevoir, cette violence, cette haine, cette déshumanisation des Juifs par le terrorisme et les assassins.

La situation est aussi inédite parce que, tant en Israël qu'en diaspora, tout le monde connaît aujourd'hui, directement ou indirectement, une victime de cette guerre...

H.K. : Oui, parce qu'Israël est une société familiale, où chaque individu qui manque est une blessure profonde. Ceux qui ne comprennent pas l'obsession d'Israël à aller chercher les otages ne comprennent rien à l'engagement d'une société où, malgré les dissensions politiques, cela demeure un impératif. Une société capable de souffrir pour chacun des absents. Ces 101 absents, dont on connaît les noms, et reconnaît les visages sont nos proches. Et celui qui ne comprend pas cela sur la société israélienne méconnaît tout de la solidarité familiale du pays.

Et puis, comment expliquer à nos enfants ce qu'ils entendent à la télé ? Si l'on ne pose pas les mots, y compris les mots d'espérance, on construit une génération entière atteinte de stress post-traumatique. On ne peut pas donner cette double victoire aux terroristes. Non seulement d'assassiner nos frères et nos sœurs, de salir leur mémoire avec les images horribles qu'ils ont voulu diffuser partout, mais aussi d'aller briser la génération des vivants, en les obligeant à vivre avec ce traumatisme.



Au-delà de cette guerre, comment expliquer que l'on puisse autant contester à Israël le droit de se défendre ?

H.K. : N'importe quel pays au monde peut en effet se défendre sans disgrâce internationale, à l'exception d'Israël. Cela relève du négationnisme, c'est-à-dire inventer une posthistoire. Raconter l'histoire différemment constitue, après tout, une option, une opinion. Une opinion qui existe puisqu'elle a été énoncée. Et pourtant. Ce sont bien la France, l'Angleterre, l'Amérique, l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël qui, ensemble, ont arrêté les quelque 350 missiles que l'Iran avait décidé d'envoyer vers Israël. Ensemble, ces pays luttent à la fois pour Israël et pour une vision de la démocratie, parce qu'on ne peut accepter qu'un pays soit ainsi attaqué.

Votre soutien à Israël vous vaut aujourd'hui un signalement sur la base de l'article 40, du député LFI Aymeric Caron pour « apologie de crimes de guerre » ...

H.K. : (interrompt) Encore faudrait-il déjà établir qu'il y ait « crimes de guerre », ce qui n'est pas le cas puisque personne ne l'a fait pour l'heure, hormis les pro-Hamas de LFI qui le crient sur leur réseaux sociaux, réseaux que je ne regarde pas du reste.

Sur Radio J, au micro de Christophe Barbier, vous aviez parlé d'une « obsession anti-israélienne » dudit député comme d'ailleurs de nombreux élus LFI. Pensez-vous qu'il s'agisse de personnalités qui n'assument pas leur antisémitisme ?

H.K. : Je laisse vos auditeurs et lecteurs juges. Mais je garde en mémoire cette émission du samedi soir, où il était chroniqueur. Alors qu'on lui parlait

avec des termes bouleversants de pudeur et de précision du calvaire subi par Ilan Halimi, lui, dans une éruption scandaleuse, s'était cru obligé de parler des enfants de Gaza. En quoi ces enfants, quoi qu'ils puissent subir d'après lui, justifiaient ce qu'a subi Ilan Halimi ? Je ne comprends d'ailleurs pas que l'on n'ait pas saisi la justice pour demander à un magistrat si oui ou non, cela relevait alors de l'antisémitisme.

Cet épisode remonte à plusieurs années déjà et personne ne l'avait fait...

H.K. : Oui, et c'est bien tout le problème. Il y a chez nous une sorte de pudeur à attaquer en justice que les autres n'ont pas. Une sorte de gêne à attaquer, sans doute parce que l'on subit tellement pire que l'on se dit que ce ne sont là que des mots. Combien de fois n'ai-je entendu « Il n'y a pas mort d'homme », au sujet de mots, de mauvais regards, de crachats... jusqu'à ce qu'il y ait, avec Ilan Halimi, mort d'homme. Puis 2012, les assassinats de Jonathan Sandler et ses enfants, Arié et Gabriel, ainsi que Myriam Monsonégo. Puis trois ans plus tard, à l'Hyper Cacher, François-Michel Saada, Philippe Braham, Yohan Cohen et Yoav Hattab. Puis, le docteur Sarah Halimi, puis Madame Mireille Knoll. On ne peut plus dire qu'il n'y a pas mort d'homme ! Dire « Il n'y a pas mort d'homme », c'est accepter un seuil que je ne supporte plus. Voilà la réalité. Et je vous le dis maintenant : oui, les mots tuent. La rage antisémite que ce député ou d'autres portent a aussi une responsabilité sur la violence antisémite que nous subissons tous ici en France. Et cette obsession sur

Israël ne relève clairement que de l'antisémitisme.

Restons encore sur le conflit. Est-ce possible, selon vous, de négocier la libération des otages avec le Hamas ?

H.K. : Israël dispose de canaux de discussion passant par le Qatar, l'Égypte et d'autres plus discrets que l'on ne connaît pas. La diplomatie française travaille aussi avec la diplomatie européenne à trouver des moyens de récupérer les otages et de parvenir à un apaisement. Mais si vous donnez une victoire au Hamas, plus aucun Juif ni Israélien au monde ne sera en sécurité. Le Hamas et tous les malfaisants auront alors compris qu'il suffit d'enlever un Juif n'importe où dans le monde pour ouvrir la porte à la négociation.

C'est pourtant ce que réclament certaines familles d'otages aujourd'hui...

H.K. : Si vous ou moi étions familles d'otages, nous demanderions la même chose. Diriger un pays, c'est trouver un chemin de crête entre toutes les aspirations, les aspirations immédiates et les aspirations à plus long terme. C'est toute la difficulté de gouverner. Ce n'est pas donné à tout le monde de trouver ce chemin ténu qui reste à la fois éthique mais avant tout pragmatique. Tout faire pour libérer les otages ne veut pas dire donner une victoire au Hamas. S'il devait obtenir une victoire sur les cadavres des quelque 1 200 Israéliens massacrés le 7 octobre, ce serait l'encourager à faire bien pire dans un, cinq ou dix ans.

Vous êtes porteur d'espoir, vous l'incarne même. Votre dernier livre « Comme

l'espérance est violente» (Flammarion) a été publié après le 7 octobre. De quel espoir parle-t-on aujourd'hui au vu de la situation dramatique dans laquelle, collégialement avec Israël, nous nous trouvons ?

H.K. : Oui, la situation est dramatique. Mais il y a eu tellement pire dans notre histoire ! Il ne s'agit en rien de relativiser mais face à des situations absolument, totalement catastrophiques, nos prédécesseurs n'ont perdu ni confiance ni espérance. Je suis impressionné par la sagesse de ce qu'on appelle l'école des prophètes. Georges Levitte, Edmond Fleg et d'autres qui, en pleine Occupation, alors qu'ils étaient

“ Dans nos écoles, nous avons un profond respect pour la République ”

réfugiés au Chambon-sur-Lignon, ont commencé à penser le réveil de la conscience juive après la guerre. Sans savoir quand celle-ci allait arriver, ils la rêvaient déjà. L'espérance, c'est aussi le Conseil national de la Résistance qui, en pleine guerre, se réunit pour tracer les perspectives d'une société de demain. C'est le psaume « Des profondeurs, je t'invoque, Seigneur ». Pensez-vous qu'il faille avoir de l'espérance uniquement quand tout va bien ? Et qui a dit que l'ethos juif était d'être dans la sérénité ? « À chaque génération, on se dresse pour nous exterminer et l'Éternel nous délivre de leurs mains », rappelle-t-on chaque année à Pessah.

Oui, la période est terrible mais objectivement, la situation internationale est meilleure qu'elle ne l'a jamais été. Cela nous l'a été récemment expliqué par Frédéric Encel que le président du Consistoire central, Me Élie Korchia, a eu la bonne idée de faire intervenir à notre dernier conseil d'administration pour nous éclairer sur la situation géopolitique de la région. Il y a des invariants qui ne peuvent pas être mis de côté et qui font que nous ne sommes pas dans ce qu'ont connu nos grands-parents pendant la guerre.

La vie juive est bousculée par la montée de l'antisémitisme. Certaines personnes cachent voire retirent les mézouzot de leurs portes. D'autres changent leurs noms sur des applications, tels Uber ou Deliveroo...

H.K. : Sur les plateformes de livraison, je dirais qu'elles ont sans doute raison au risque de vivre la même mésaventure que ma fille. Un livreur a jeté par terre le repas qu'il devait lui livrer. Deliveroo s'est contenté de rembourser au lieu de renvoyer le livreur. À Strasbourg, une affaire identique s'était produite et Uber avait sanctionné le livreur. Cette fermeté avait permis d'éviter que la situation ne se reproduise.

Ce sont là des choses qu'il faut signaler, par dépôt de plainte si nécessaire. On ne peut pas laisser passer sous prétexte que l'on serait remboursé. Il en va de la conscience collective. Il ne faut rien laisser passer parce que tout acte qui commence est une porte ouverte à quelque chose que l'on ne maîtrise plus.

Les Juifs sont-ils, selon vous, en sécurité aujourd'hui en France ?

H.K. : Oui, parce que le gouvernement met aujourd'hui en place des politiques et des moyens incroyables. Le taux d'actes antisémites a

gravement augmenté mais le taux d'élucidation a lui aussi grandement augmenté, grâce aux caméras de surveillance notamment. Et les condamnations tombent enfin, au niveau de fermeté que nous avions demandé. Avec le Consistoire, le Crif et le Fonds social, nous avions aussi réclamé un suivi des sanctions. La demande a été prise en compte. Aujourd'hui, le ministère de la Justice réagit avec beaucoup plus de rapidité. Les audiences arrivent plus vite aussi, ce qui permet une plus grande proximité temporelle avec les faits.

Par crainte d'antisémitisme, beaucoup de familles juives ont décidé cette année de mettre leurs enfants dans des écoles juives. Craignez-vous un repli communautaire ?

H.K. : Non, parce que ce n'est pas là la culture de la communauté juive de France, profondément française, qui a fait de l'école juive une école républicaine. L'école juive n'est pas une école communautariste mais bien une école de la République qui, comme le disent les textes, a son caractère propre. Nous avons dans nos écoles un profond attachement

aux valeurs de la République, Liberté, Égalité, Fraternité, ainsi qu'à la laïcité. Les professeurs sont juifs et non juifs. On n'est pas dans l'entre-soi. Ce n'est pas une école qui enferme nos enfants mais qui, au contraire, leur donne les moyens d'acquérir les bases de ce qu'ils sont pour en faire de bons citoyens.

Vous entendez forcément autour de vous aussi des familles juives s'interroger sur leur avenir en France. Rachi disait qu'un Juif devait se poser la question de quitter son pays dès lors qu'il ne pouvait plus compter sur la bienveillance du pouvoir à son égard... Ce risque ne poindrait-il pas aujourd'hui ?

H.K. : Pas en France, de manière évidente, parce qu'il n'y a pas, à part LFI, de groupe politique qui ne condamne l'antisémitisme. Tous le font, y compris les partis où l'on trouve des antisémites. L'idéal serait un monde sans antisémite et le fait de le prôner oblige chacun à avoir un minimum de cohérence. LFI, en revanche, trouve toujours des circonvolutions pour dire « oui mais ». Or, il n'y a rien de pire selon




BETH ADDA

Yom KIPPOUR

5/85

4 OFFICES EXCEPTIONNELS DANS LE 16^{EME}

SOUS LA DIRECTION DU GRAND RABBIN SCHLOMO SENIOR & DE SON PRÉSIDENT DAVID AMAR

AVEC LA PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE :

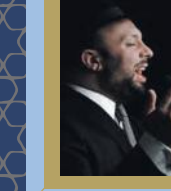
- DU CANTOR ET GRAND HAZAN D'ISRAEL RAV SHMOUEL NIDDAM
- ROSH KOLEL RAV YOSSEF BERDAH
- RAV CHMOUEL ELHARAR
- RAV ELIEZER
- DAYAN SHAI BENMRAHAM
- NOTRE HAZAN DANIEL BOUSSIDAN

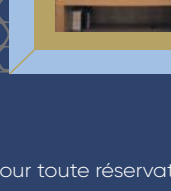
Mairie du 16^e
73 rue de la Pompe
75116 Paris
Salle des Fêtes & Salle des Commissions

Deux offices seront célébrés dans notre centre communautaire au 29, rue Mesnil 75016 Paris.







11 ET 12 OCTOBRE 2024

Pour toute réservation, veuillez vous adresser à Liyat au 06 11 44 31 96.




ELI HADDAD
LAW OFFICE & NOTARY

DROIT IMMOBILIER ISRAELIEN

TRANSACTIONS
IMMOBILIERES

GESTION
LOCATIVE

SUCCESSIONS



Hagdud haivri 5 Ashdod | Malki 16 Jerusalem

Tel: +972 88679910 | 01 77 47 38 06

Contact: avocats@elihaddad.com

www.elihaddad.com

moi que le «oui mais». La Bible le dit d'ailleurs. Après, il y a des degrés d'implication divers. Certains hommes politiques ont fait de l'extirpation de l'antisémitisme de la société leur cheval de bataille parce qu'ils ont conscience que se joue là la défense de la République.

Beaucoup dans la communauté pressentent et appréhendent les prochaines élections présidentielles avec un duel entre Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen. Et s'interrogent sur leur avenir en France... Que leur dites-vous ?

H.K. : Je ne fais pas de politique-fiction, nous n'en sommes pas encore là et bien des choses peuvent se passer d'ici là. Et puis, c'est l'ensemble de la société et pas seulement la communauté qui se retrouverait confrontée aux mêmes choix et dilemmes. L'essentiel est de faire en sorte que l'on n'arrive pas à cette situation. Et bien souvent, c'est l'abstention qui cause le surpoids des hyper-engagés que constituent l'extrême gauche et l'extrême droite.

“ Je constate parfois aussi des abus dans le prix des produits cacher ”

Le bouleversement engendré par le 7 octobre a-t-il mis en suspens les dossiers spécifiquement communautaires ?

H.K. : Non, nous continuons notamment à défendre l'abattage rituel, en France comme en Europe. Le même député obsédé par votre serviteur organise d'ailleurs un débat sur le sujet à l'Assemblée nationale. Son obsession révèle aussi une volonté de massification de la société. C'est ce que l'on voyait déjà dans la société de Sodome et Gomorrhe que nous rapporte la Bible, où l'on extirpait tout ce qui était différent. Le Midrach raconte ainsi que l'on mettait chaque arrivant aux normes en le coupant s'il était trop grand ou en l'étirant s'il était trop petit. Or, le judaïsme a toujours représenté dans toutes les sociétés cette altérité et cette identité.



Dans le cadre de cette même interview l'an dernier, vous aviez dénoncé la multiplication des certifications cacher émanant du mouvement Loubavitch. Cela avait provoqué de vives réactions...

H.K. : (interrompt) Ah oui? Mais dans la profondeur du temps, et après le 7 octobre, est-ce là essentiel? Je venais simplement déplorer des compétitions mortifères pour les uns et pour les autres parce que je plaide pour une mise en commun de nos forces et je prône le rassemblement. C'est tout ce que nous voulons avec le président du Consistoire, Élie Korchia. Un Consistoire ouvert, accueillant pour tous, et où chacun a sa place. Comme vous le savez, il m'appartient de distribuer les cartes d'abattage rituel cacher en France. J'ai toujours tenu à signer et à donner ces cartes en main propre aux responsables de la cacherout de la rue Pavée et de la cacherout Loubavitch parce que je les considère légitimes à vivre leur foi selon les particularités de leurs engagements. Mais cela justifie-t-il que l'on se livre une guerre en interne? Si celle-ci permettait au moins de faire baisser les prix des produits, certes. Sauf qu'il faut aussi savoir qu'en achetant des produits cacher Beth Din, on participe à l'entretien de nos synagogues, au paiement des salaires de nos rabbins et professeurs de Talmud Torah et au financement de tous les services de la vie juive en France. Tout comme en payant nos impôts, on construit la société de fraternité

et de solidarité dans laquelle nous sommes fiers de vivre.

Alors comment fait-on pour faire baisser le prix des produits cacher ?

H.K. : Les prix peuvent parfois être scandaleux, je le reconnais tout à fait. Mais n'oublions pas que derrière les prix de certains produits, il y a aussi tous les services du Consistoire qui existent. En tant que rabbins, nous devons aussi faire en sorte auprès des distributeurs et producteurs que les prix soient décents, corrects et acceptables. Il m'arrive parfois moi aussi de constater des abus insupportables. Auquel cas, je demande de ne plus acheter les produits concernés. Et si nous tous, clients, décidions de ne plus les acheter, les prix baisseraient nécessairement, conformément à la loi de l'offre et de la demande.

Parlons du guett, le divorce religieux, un sujet sur lequel vous vous êtes toujours mobilisé. Êtes-vous arrivé à faire baisser le nombre de dossiers problématiques ?

H.K. : Je ne vais pas ici donner de détails qui pourraient devenir des conseils aux maris récalcitrants mais je dirais que l'on s'adapte et l'on arrive à trouver d'autres solutions. Je crois que la meilleure d'entre elles reste l'opprobre collective, y compris des familles envers leurs propres enfants ou envers celui qui refuse de donner le guett à son ex-épouse. Et, je m'adresse ici aux ex-futurs-maris : n'excipez plus du fait qu'il faut que le divorce civil soit rendu avant le divorce

religieux. J'ai obtenu en avril 2020 de Nicole Belloubet, alors garde des Sceaux, la possibilité d'établir le guett avant que soit prononcé le divorce civil, à condition de ne pas remettre d'acte à l'un ou à l'autre. On séquestre donc auprès du Beth Din l'acte mais, religieusement, le couple est bien séparé.

Les débats sur la question de la fin de vie ont été interrompus avec la dissolution. Vous plaidez, vous, pour « aider à vivre des vies dignes d'être vécues jusqu'au bout ».

H.K. : En effet. Il y a une différence de taille entre «faire mourir», acte insupportable et de désespérance absolue et «laisser mourir». Aucune situation de souffrance n'est tolérable. Tout l'arsenal médical existe pour traiter la souffrance, y compris la sédation profonde irréversible mais, sans geste létal. Vouloir juste que la souffrance cesse change toute la perspective. L'intentionnalité d'un geste est essentielle parce que c'est l'acte pensé que la Torah interdit. Entre empêcher quelqu'un de souffrir et tuer quelqu'un, le delta est important. Et une société qui n'envisage que de tuer quelqu'un est une société qui n'a pas beaucoup d'avenir.

Quels vœux, formulez-vous, Monsieur le grand rabbin, pour cette année 5785 ?

H.K. : Je vous le répète ici encore et inlassablement, dans une société qui a perdu toute espérance, il est de notre rôle d'insuffler cette espérance. D'être une lumière parmi les peuples. Et à l'orée de ce nouvel an qui, bien au-delà de la communauté, concerne la création de tous les humains, je voudrais souhaiter une heureuse, douce et prospère année. On doit fondamentalement garder l'espérance. Tout comme le miracle de l'ouverture de la mer Rouge, le monde va s'ouvrir devant nous. Encore faut-il que nous soyons tous là. Ne nous laissons jamais détourner de notre vocation et soyons capables de nous réparer nous-mêmes pour ensuite, peut-être, réparer le monde. ■

Propos recueillis par Laetitia Enriquez et Ilana Ferhadian

